Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2020)

Heft: 2280

Artikel: Glencore en Colombie : les mirages de la "Weltwoche" : L'hebdomadaire n'a rien vu du désastre environnemental, social et sanitaire créé par la mine de Cerrejon

Autor: Robert, Charlotte

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024073

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

objectifs des politiques publiques. Les opposants ont insisté sur la nécessaire indépendance de la banque qui ne pourrait tolérer que sa politique monétaire s'encombre de considérations environnementales. On notera la faiblesse de l'argument: préciser les règles de placement de la BNS ne limite en rien sa liberté de mouvement en matière monétaire.

Nouvel échec à l'occasion du traitement de la nouvelle loi sur le CO_2. En septembre 2019, le Conseil des Etats a bien évoqué la nécessité de faire participer les flux financiers à la lutte pour le climat (art. 1 al. 1, lit. d). Mais il en est resté au principe et sa majorité a considéré comme prématurée sa concrétisation dans la loi. Il appartient désormais au Conseil national de reconnaître l'urgence d'inclure la finance dans la politique climatique.

Le secteur financier dans son ensemble se doit d'analyser les risques auxquels est confrontée son action. Investir dans les entreprises fortement carbonées contribue de manière significative au dérèglement climatique, lui-même facteur de déstabilisation de la place financière, comme le rappellent de nombreux économistes. On peut donc s'étonner que des parlementaires, habituellement si soucieux des intérêts de ce secteur, ne montrent pas plus d'empressement à légiférer dans ce sens.

De manière générale, l'ouverture de la chasse aux incohérences de l'action publique ne saurait tarder: toutes les politiques, y compris celle qui préside aux investissements de la BNS, se doivent de concourir à la réalisation des objectifs de réductions des émissions de CO_2.

Glencore en Colombie: les mirages de la «Weltwoche»

L'hebdomadaire n'a rien vu du désastre environnemental, social et sanitaire créé par la mine de Cerrejon

Charlotte Robert - 04 avril 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36307

S'il n'a pas visité que des experts dans la capitale, mais s'est rendu sur l'immense mine de Cerrejon exploitée par Glencore en Colombie, l'envoyé spécial de la *Weltwoche* n'a manifestement pas vu la même chose que moi (DP 2178). En lisant son article, j'ai de la peine à croire que nous sommes en 2020. J'ai l'impression d'un retour à l'ère de la colonisation, quand l'Européen pouvait s'approprier les terres des autochtones sans dédommagement et en faire ce que bon lui semblait.

L'hebdomadaire proche de l'UDC nous raconte les fleurs que Glencore a replantées aux abords de la mine, mais ne nous dit pas un mot des 500'000 autochtones Wayùu qui habitent la région. Les Wayùu se sont fait expulser de leurs terres. L'auteur en a-t-il interviewé certains?

La mine, dans le département de La Guajira, est grande comme le lac Léman. En février dernier, je l'ai survolée de nuit et, comme on y travaille 24 heures sur 24, elle s'étalait comme une énorme tache lumineuse dans le paysage.

Je l'ai visitée à plusieurs reprises ces dernières années, la première fois en compagnie d'un employé de l'entreprise responsable des forages. La pauvreté et la pénurie d'eau sont manifestes. La pollution de l'air par la poussière de charbon qui ruine la santé des gens ne peut échapper à quiconque: il suffit de regarder son mouchoir.

Le soir, mon guide m'a accompagnée à l'hôtel de la mine. Une magnifique piscine s'offrait à moi, mais je ne pouvais accepter que cette eau soit refusée aux Wayùu. J'ai

soupé dans ma chambre tant j'avais honte. Et contrairement à tout ce que disent Glencore et la *Weltwoche*, au-dessus de mon lavabo, un écriteau précisait bel et bien: eau impropre à la consommation.

Le lendemain, les gardiens qui m'ont fait visiter le musée et montré des photos des léopards – alors au nombre de quatre – sauvegardés par Glencore toussaient comme des tuberculeux. Ils ne m'ont pas caché qu'ils étaient malades, raison pour laquelle ils avaient perdu leur emploi de mineur. *«Nous on est fichus, mais on fait cela pour nos enfants»*, m'ont-ils dit.

J'ai raconté plus récemment (DP 2235) la suite de l'histoire du petit David. Il est tombé malade et a perdu un poumon. L'hôpital s'escrimait à dire à ses parents qu'il avait une grippe liée au changement climatique. Finalement, une doctoresse leur a révélé la vérité. Elle a été mise à la porte. La famille a fait un procès à Glencore, procès qu'elle a gagné. Mais cela ne redonne pas un nouveau poumon à leur fils.

Glencore met certes un soin particulier à arroser les camions et les wagons de charbon pour diminuer la poussière. De même toutes les routes de la mine sont arrosées quotidiennement. La mine livre de l'eau aux paysans: une fois par semaine 100 litres d'eau potable et une fois tous les 15 jours de l'eau impropre à la consommation, mais qui peut être donnée aux bêtes ou aux plantes. Les citernes sont ainsi régulièrement remplies. Mais les gens qui, une fois ou l'autre, se sont opposés à la direction de la mine n'en reçoivent pas.

L'envoyé spécial de la *Weltwoche* a rencontré des scientifiques colombiens qui ont réussi à lui faire accroire qu'une mine de charbon était relativement peu dommageable pour l'environnement. En décembre 2015, les autorités ont été appelées par la Commision interaméricaine des droits humains à protéger les habitants les plus faibles de la région: les enfants, les femmes enceintes, les femmes qui allaitent et les personnes âgées.

En janvier dernier, Cerrejon a été condamné par le Tribunal administratif de La Guajira à purifier l'air, nettoyer l'intérieur de toutes les maisons et éliminer la poussière de charbon dans les maisons de centaines de milliers d'habitants.

Les Wayùu sont touchés à trois titres: leur terre a été prise, ils n'ont plus accès à leur eau et leur air est pollué. Pour lutter contre le dérèglement climatique aussi, la mine devrait être fermée. La *Weltwoche* a mal choisi son exemple pour combattre l'initiative Multinationales responsables.

Bienvenue à Sophie Nedjar

Un nouveau chapitre dans l'histoire de DP

Rédaction - 02 avril 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36299

Après 13 ans au service des rédactrices et rédacteurs bénévoles et des lectrices et lecteurs comme responsable de la gestion opérationnelle et du secrétariat d'édition de DP, notre ami François Brutsch a souhaité prendre sa retraite.

A la suite de notre appel d'offres (DP 2272), nous avons eu la satisfaction de recevoir des candidatures de qualité. Après l'audition de trois personnes, le choix du comité éditorial et du conseil d'administration s'est porté sur Sophie Nedjar pour l'animation de la rédaction et le secrétariat d'édition de notre publication, à temps très partiel.

Après une formation et une expérience professionnelle dans les arts appliqués, Sophie